

Bayer se prépare à des échecs judiciaires liés au glyphosate

Dossier de la rédaction de H2o
August 2021

Le groupe allemand Bayer, propriétaire de Monsanto, a annoncé qu'il allait enregistrer une provision supplémentaire d'un montant brut de 5,6 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros), pour faire face aux conséquences potentielles de poursuites liées au glyphosate devant la justice américaine.

Depuis le rachat en 2018 de l'agrochimiste américain Monsanto, producteur de l'herbicide Roundup accusé d'être cancérigène, Bayer affronte une salve de procédures aux États-Unis. L'annonce intervient après qu'un juge américain rejeté en mai le plan proposé par Bayer pour tenter de limiter le coût des futures réclamations en recours collectif visant le Roundup. Dans cette offre, le géant allemand proposait de mettre de côté jusqu'à 2,5 milliards pour parer aux poursuites futures, un montant jugé insuffisant par le juge selon qui cet arrangement ne protégerait pas suffisamment les intérêts des personnes ayant utilisé le Roundup avant février 2021 et qui n'ont pas encore été diagnostiquées d'un lymphome non hodgkinien, un cancer du système lymphatique. L'affaire est donc retournée entre les mains de la justice américaine et Bayer explique avoir établi "deux scénarios de base". Le premier scénario repose sur l'obtention d'une décision favorable de la Cour suprême des États-Unis, une issue pour laquelle le groupe allemand estime avoir "de bonnes chances" et "des arguments solides". Dans le cas contraire, une décision de justice défavorable au groupe supposerait que l'entreprise "active son propre programme de gestion des réclamations", a expliqué le patron Werner Baumann lors d'une conférence téléphonique. C'est pour ce cas de figure que la somme de 5,6 milliards a été provisionnée. Une décision finale est attendue en 2022.

Le Devoir